

1. AVANT-PROPOS

Le réseau EuroFEM a vu le jour en 1994, dans la foulée d'une série de conférences européennes qui avaient débuté pour attirer l'attention sur le mécontentement ressenti par des femmes vivant dans un environnement bien établi qui n'était pas le reflet de leur vie de tous les jours. Ces femmes en avaient assez de se contenter de mettre les problèmes en exergue et souhaitaient faire bouger les choses. EuroFEM est né de ce désir de proposer des modèles de vie alternatifs et d'organiser une vie quotidienne qui traduise la réalité de l'expérience vécue. Sur le plan pratique, EuroFEM est issu de la rencontre de trois personnes : Chris Booth et Rose Gilroy, du Royaume-Uni, et Liisa Horelli, de Finlande. Chris et Rose avaient pour ambition d'examiner les projets de femmes partout en Europe, mais ne savaient pas comment obtenir des subventions pour leurs recherches. Lorsque l'occasion s'est présentée sous la forme d'un programme d'action de l'UE consacré à l'égalité des chances entre femmes et hommes, Liisa a pu profiter de son expérience des financements de l'UE pour définir le premier appel d'offre en matière de recherche.

La première phase.

La première phase de recherche a permis de dégager un ensemble de 15 projets parmi la soixantaine envisagée, ils ont été analysés en fonction de leur contribution aux quatre activités et aux quatre thèmes du 4ème Programme d'action de l'UE sur l'égalité des chances entre femmes et hommes 1996-2000 (se reporter à l'analyse des acteurs d'EuroFEM, Figure 9). Des efforts ont été accomplis en vue de sélectionner des projets issus de partout en Europe, afin de traduire la diversité entre le Nord et le Sud, entre régions urbaines et rurales. Les trois chercheuses d'EuroFEM ont visité la plupart des projets et se sont servies de questionnaires visant à déterminer les informations relatives aux autres. Par ailleurs, dans le cadre de cette première phase, les responsables des 15 projets ont été invitées à prendre part à un séminaire de trois jours qui a eu lieu à Kokkola, en Finlande. Diverses méthodes y ont été utilisées en vue de dégager les expériences et les bonnes pratiques susceptibles d'intéresser les autres.

Leçons de la première phase

Fondamentalement, les 15 projets ont prouvé qu'il existait huit leçons en matière de bonnes pratiques exemplaires auxquelles la plupart des projets pouvaient se référer:

1. Ils avaient abordé leur sujet sous un angle global et multidimensionnel.
2. Les responsables de projets avaient un niveau de conscience très élevé, ce qui signifie qu'elles étaient conscientes de leur propre rôle et le façon dont les autres le percevaient.
3. Les projets étaient capables de revoir leur concept ou d'assouplir leurs programmes, en d'autres termes, ils pouvaient tirer profit des débats actuels pour dégager des subventions pour leurs objectifs ou pour s'attirer des partisans importants.
4. Tous les projets se préoccupaient autant au processus que des résultats et accordait une attention à la participation des parties prenantes.
5. Les projets accordaient de l'importance à leurs propres structures organisationnelle et à celles des organismes extérieurs.
6. Ils étaient sensibles à leur contexte, ce qui impliquait, dans certains cas, une bonne conscience politique.
7. Les projets visaient à bénéficier d'un large soutien et n'oubliait pas de maintenir le contact avec leurs membres de la base.
8. Les projets utilisaient des méthodes novatrices pour laisser libre cours aux idées et sensibiliser les personnes concernées.

Beaucoup de ces idées sont abordées plus en détail dans la suite de ce coffret.

Deuxième phase

La deuxième phase a pris appui sur l'atelier de Kokkola, où les participants de projets ont clairement indiqué qu'elles souhaitent une orientation qui soit à la fois meilleure et plus accessible. Afin de satisfaire cette demande, la deuxième année de l'étude d'EuroFEM (une fois encore subventionnée par le 4ème Programme d'action de l'UE) a été consacrée à la réalisation d'un coffret, reprenant des anecdotes et des méthodes relatives à tous les pays de l'UE. Dans le cadre de cette phase, une conférence internationale s'est tenue en juin 1998 à Hämeenlinna, en Finlande, où des ateliers interactifs ont été organisés en vue d'évaluer certaines des méthodes exposées dans le coffret.

L'orientation que prendra EuroFEM à partir de là n'est pas claire et vous pourrez lire nos réflexions à ce sujet au chapitre consacré à l'organisation de notre travail. La rédaction de ce coffret constitue un effort collectif partagé par les nombreuses femmes que nous avons rencontrées partout en Europe. Nous vous sommes reconnaissantes de nous avoir fait part de vos expériences. Nous remercions également le programme d'égalité des chances de la Commission européenne pour son soutien financier. Notre travail a consisté, en partie, à examiner nos propres rôles, ce qui a permis de déterminer que l'équipe se compose de trois personnalités:

Madame "Fixe tout"



*Liisa Horelli
Helsinki, Finlande*

Madame Etincelle



*Christine Booth
Sheffield, Royaume-Uni*

La Poétesse



*Rose Gilroy
Newcastle, Royaume-Uni*

2. MODE D'EMPLOI DU COFFRET

Mode d'emploi du coffret

La mondialisation de l'économie a pour corollaire une évolution sociale à l'échelon planétaire. Dans chaque pays, les schémas familiaux traditionnels et les rôles respectifs des hommes et des femmes sont remis en question. Nous pouvons considérer cela comme une menace, tout comme il est possible d'y voir une ouverture permettant aux femmes d'affirmer de nouvelles priorités se fondant sur un mode de travail différent, en particulier au travers de leur participation au développement local et régional.

Ce coffret vise à apporter une aide en cette époque critique. Notre étude a démontré que, dans chaque secteur du développement local et régional, des groupes de femmes accomplissent un travail excellent et souvent novateur – mais qui en a entendu parler ? Cette trop grande discrétion oblige chaque groupe à trouver des solutions à des problèmes communs. Nous espérons que ce coffret permettra de partager les pratiques exemplaires mises en œuvre par les femmes, de manière à pouvoir mobiliser en toute assurance une plus grande "sagesse féminine".

Par le biais d'anecdotes et d'exemples, le coffret donne des conseils pratiques aux responsables de groupes de femmes. Les anecdotes sont toutes tirées de projets réels et les méthodes ont toutes été testées et évaluées. Ce que nous proposons, c'est un manuel de bonnes pratiques, mais pas un projet d'action. Nous ne prétendons pas qu'il faille suivre ces exemples pour ne pas avoir de problèmes. Nous croyons simplement que certaines idées et méthodes reprises dans ce coffret peuvent être reprises telles quelles, tandis que d'autres peuvent vous donner des idées pour trouver une solution locale adaptée à votre situation unique.

Le coffret s'articule autour de plusieurs chapitres, dont la plupart traitent de problèmes pratiques, depuis le lancement d'un projet jusqu'à des préoccupations plus complexes relatives à la gestion d'un projet ou à l'obtention de crédits pour pouvoir débiter et se développer. Le dernier chapitre examine des méthodes d'évaluation susceptibles de servir à différents stades du projet : prouver aux bailleurs de fonds que votre projet en vaut la peine, mesurer les répercussions de votre travail sur le groupe ciblé. Le coffret débute par un débat consacré aux idées et aux théories actuelles, qui aborde les réflexions des femmes au sujet de la planification et du développement régional. Il se peut que vous souhaitiez citer l'un ou l'autre passage dans les demandes de subvention ou de reconnaissance que vous adressez aux autorités.

Il ne nous reste qu'à vous souhaiter bonne chance dans cette aventure !

3. CONCEPTS ET THÉORIES

Le cadre d'EuroFEM en matière de développement local et régional

Rien n'est aussi pratique qu'une bonne théorie. Cela permet de collecter, d'analyser et d'interpréter des informations et même d'orienter les actions. Mais au-delà de ces considérations, la théorie nous aide à comprendre les enjeux, explique les faits, rend le monde qui nous entoure plus cohérent et définit des cadres d'action. Malheureusement, aucune théorie globale n'existe pour mobiliser les femmes dans le domaine du développement local et régional. Nous attendons toujours la construction d'un cadre de référence global. Il existe néanmoins un vaste réservoir de concepts et de théories partielles susceptibles de servir à la construction d'une approche adaptée à notre sujet.

Nous avons choisi de définir un cadre en nous fondant sur trois domaines distincts : la tradition de planification et de gestion collaboratives, l'évaluation émancipatrice et les recherches féministes. Tous ces éléments contribuent à une amélioration potentielle de la mobilisation des femmes, ce qui, dans le langage des recherches féministes, s'appelle "mainstreaming" ou le genre dans le développement local et régional.



Figure 1. Le cadre de référence pour mobiliser les femmes dans le domaine du développement local et régional.

Patsy Healey a amplement décrit la question de la **planification et de la gestion collaboratives**. Elle précise qu'il est possible de contrecarrer les conséquences négatives de la mondialisation des marchés en rassemblant tous les acteurs locaux autour d'une démarche concertée, d'où peuvent émerger des solutions à la fois neuves et novatrices. Cette vision des choses implique un éventuel changement des interactions entre la vie quotidienne et les entreprises. Ce domaine de communications rend possible la création de stratégies en matière de gestion des affaires publiques, lesquelles tendraient à intégrer les processus géographiques, sociaux, économiques et environnementaux de la localité ou de la région. La planification concertée nécessite une série d'outils d'habilitation permettant aux jeunes et aux vieux, aux femmes et aux hommes de prendre part au dialogue en matière de développement, ainsi qu'à la création de nouvelles infrastructures de soutien et d'une nouvelle culture pour la vie de tous les jours. Elle fournit une base théorique pour orienter le travail et la prise de décisions.

L'évaluation émancipatrice consiste à inviter les participantes à s'évaluer elles-mêmes et à évaluer leurs projets. Elle part du principe selon lequel les processus d'émancipation – à l'instar des tentatives visant à assurer le contrôle, à obtenir des ressources ou à poser un regard critique sur l'environnement social et matériel – peuvent aboutir à des résultats favorables, tant pour les individus que pour les institutions ou pour la société en général. L'évaluation de l'émancipation est conçue pour aider les personnes à s'aider elles-mêmes et à améliorer leurs projets en se servant de formes d'auto-évaluation et de réflexion dans le cadre de situations d'apprentissage prédéfinies. En ce sens, elle se rapproche de la mise en valeur du potentiel de la communauté. Ce type d'évaluation, qui se concentre sur le processus de développement (évaluation formative), de même que sur ses résultats et ses conséquences (évaluation sommative), constitue un outil important au niveau de la gestion du projet ou du programme. L'évaluation émancipatrice est une théorie et une méthode qui nous permet de réfléchir au développement de nos organisations et de nos projets. Cette théorie cadre de façon confortable avec les notions de praticien réflexif et d'organisation apprenante.

Selon Anna Wahl, le féminisme se caractérise par deux aspects : la conscience des inégalités liées au système de genre et la volonté d'obtenir des conditions égales pour les femmes et les hommes (Wahl, à venir). Les **recherches féministes** décrivent, analysent et interprètent les informations relatives aux conditions des femmes et des hommes au sein de la société. Elles s'efforcent également de dégager des concepts et des théories susceptibles d'aider à transformer le système genre. Les recherches féministes sont liées à la politique et aux idéologies, par le biais des rapports qu'elles entretiennent avec les mouvements de femmes, lesquels tentent à la fois de corriger les inégalités

et d'imaginer le monde tel qu'il devrait être. Les recherches féministes prouvent la justesse des diverses expériences de la vie quotidienne et leur confèrent une certaine valeur, tout en procédant à une analyse à la fois qualitative et quantitative. Elles permettent aussi au chercheur d'instaurer une relation personnelle avec le sujet de la recherche.

Le féminisme influence l'égalité et les politiques qui s'y rapportent. Toutefois, **égalité et les politiques de l'égalité** sont des phénomènes qui dépendent de facteurs temporels et géographiques. Si on le passe au crible des recherches féministes, il est possible de distinguer trois vagues historiques de perspectives ou d'approches, qui continuent d'influencer les idées et les actions en parallèle (cfr. figure 2) :

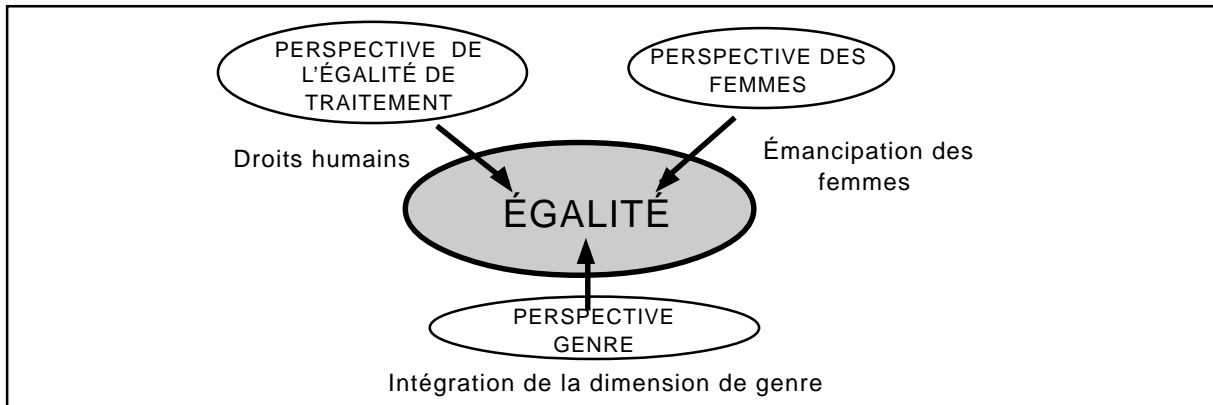


Figure 2. Les trois perspectives en matière d'égalité qui continuent d'influencer les approches dans ce domaine.

1ère vague (1789/1890 -) LE PERSPECTIVE DE L'ÉGALITÉ DE TRAITEMENT

Stratégie : politiques de droits humains, mêmes droits et obligations entre les femmes et les hommes

Objectif : égalité d'accès et de participation

La norme : masculine, similitude

Métaphore : impartialité

Concept de connaissance : objectif et fondé sur des experts, vérités universelles

Réponse de l'État : suffrage des femmes, législation

Contrat social de genre : "femme au foyer" – "maternité sociale des femmes", "contrat d'égalité"

2ème vague (1960 -) LE PERSPECTIVE DES FEMMES

Stratégie : Renforcement de pouvoir des femmes, spécificité des femmes, action positive

Objectif : égalité de résultat

La norme : féminine, différence

Métaphore : diversité créatrice, joie

Concept de connaissance : subjectif, empirique

Réponse de l'État : législation, formes de sociétés du bien-être, femmes spécialistes

Contrat social de genre : "contrat de valeur égale", "maternité de travailleuse salariée"

3ème vague (1980 -) LA PERSPECTIVE DE GENRE

Stratégie : "mainstreaming" ou intégration de la dimension de genre, relations entre hommes et femmes, système de genre

Objectif : égalité de condition, évaluation identique de la différence

La norme : normes sexuelles floues

Métaphore : multiplicité des féminités et des masculinités, mobilisation de la diversité

Concept de connaissance : pragmatique, construit socialement

Réponse de l'État : scission de l'état providence, efforts d'intégration de la dimension de genre, changement des cultures sur le lieu de travail.

Contrat entre hommes et femmes : à négocier

Dans les différents contextes culturels que connaît l'Europe, ces trois points de vue continuent de se chevaucher, même si les stratégies, les objectifs, les normes, les métaphores et les concepts de connaissance varient. Par exemple, le Programme d'action des Nations Unies, adopté à la Conférence de Beijing, propose les trois stratégies des droits humains, de l'émancipation de la femme et de l'intégration de la dimension d'égalité entre hommes et femmes. Ensemble, elles font progresser la campagne en faveur de l'égalité.

La **réponse que les États** ont apportée aux revendications des femmes évolue en fonction des contextes politiques et culturels propres à chacun. Elle va de droits inexistantes à des droits politiques complets, à une législation en matière d'égalité et à la création de formes variées de sociétés du bien-être. Le **contrat social de genre** fait référence à une série de valeurs et de règles sous-jacentes qui régissent les relations et les conditions des femmes et des hommes, ainsi que la répartition de leurs rôles. Liisa Rantalaïho (1997) déclare que le contrat social de genre a évolué. Par exemple, dans les pays scandinaves, on est passé du contrat de mère au foyer à celui de maternité de travailleuse salariée, ce qui implique néanmoins que les femmes perçoivent un salaire inférieur à celui des hommes et occupent des postes subalternes. L'actuel contrat entre hommes et femmes doit être renégocié en raison des bouleversements socio-économiques gigantesques qui interviennent à l'échelon tant mondial que local.

Dans les années 1990, le centre d'intérêt s'est déplacé, abandonnant les problèmes des femmes pour aborder un examen plus large des relations entre les sexes dans la société. Cette nouvelle évolution peut s'intégrer dans le concept de "système genre". Le **système de genre** se compose de nombreux éléments interconnectés par tout un ensemble de processus, à savoir, les activités exercées par les femmes et les hommes dans leur vie quotidienne et susceptibles d'être étudiées en tant que pratiques concrètes. Ces processus se déroulent en chacun(e) d'entre nous, sous forme d'interaction entre les individus, ainsi que sur le plan symbolique et structurel.

Nous avons décidé d'appliquer à ce coffret une perspective ouverte de genre. Sa principale stratégie consiste à intégrer la dimension de genre dans le cadre du développement local et régional. **Intégrer la dimension de genre** remet en question le statu quo déséquilibré. Cela implique la réorganisation, l'amélioration et la modification du développement et de ses résultats, de telle sorte que les femmes et les hommes en profitent de la même manière. L'intégration va de pair avec d'autres stratégies fondamentales en matière d'égalité : **les droits humains le renforcement de pouvoir des femmes**. Cela signifie qu'il faut épauler les femmes et les hommes qui occupent un poste subalterne.

Lorsque l'égalité des genres s'intègre dans le développement local et régional, les principes suivants peuvent s'avérer utiles :

- diagnostic des menaces et des occasions de la "moncalisation", c'est-à-dire la tension entre la mondialisation des marchés et le renouveau des localités et leurs répercussions sur les hommes et les femmes.
- création d'un idéal viable à partir duquel il est possible de fixer des objectifs (se reporter à notre modèle idéaliste à la figure 3).
- choix de stratégies orientées sur l'égalité entre hommes et femmes.
- application de concepts de planification féministes, comme la création d'infrastructures pour la vie de tous les jours et l'analyse globale des acteurs.
- gérer et entretenir les processus de développement collaboratif en utilisant des outils d'habilitation, à l'instar de méthodes de création de réseaux et d'ateliers créatifs.

Le modèle idéaliste de la figure 3 représente notre façon d'appréhender la situation mondiale – locale et la vision de changement souhaitable à l'aide de diverses méthodes d'intégration susceptibles de briser les pratiques sexuées et de créer de nouvelles infrastructures de soutien, même pour les jeunes et les personnes âgées. Dès lors, nous élargissons la notion d'égalité pour y englober l'âge, la classe sociale et l'origine ethnique. Ce modèle doit être complété par des stratégies et des méthodes adaptées, dont ce coffret propose plusieurs options.

Référence :

Fetterman, D.M. , Kaftarian, S.J. , Wandersman, A. (Eds.) (1996) *Empowerment evaluation. Knowledge and tools for self-assessment and accountability*. Londres : Editions Sage.

Healey, P. (1997) *Collaborative Planning. Shaping Places in Fragmented Societies*. Londres : McMillan Press.

Rantalaïho, L. and Heiskanen, T. (Eds.) (1997) *Gendered Practices in Working Life*. Londres : MacMillan Press

Wahl, A. (A venir) *Le nuage. Signes*.

CONTEXTE MONDIAL - LOCAL

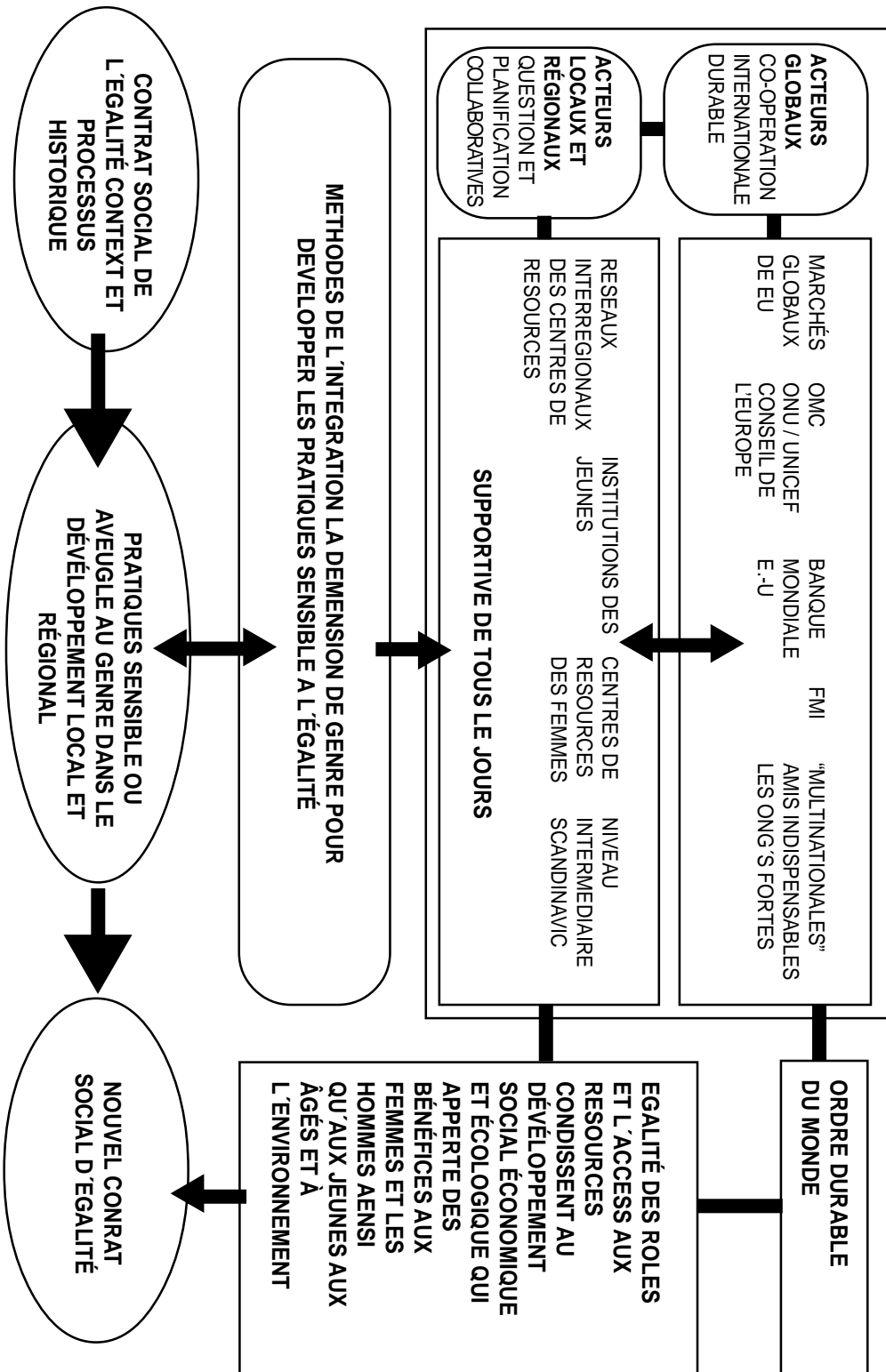


Figure 3. Le modèle visionnaire pour intégrer la dimension de genre dans le domaine du développement local et régional.

Regarder par la lucarne de la vie quotidienne

Le concept de vie quotidienne est au centre des recherches entreprises par l'équipe d'EuroFEM. Il s'agit d'une critique des modes de pensée actuels, et notamment :

- la tradition fonctionnaliste des politiques et de l'aménagement urbains
- les défaillances de la démocratie représentative, qui font que de nombreuses voix ne sont pas entendues
- l'inefficacité des solutions centralisées appliquées à la vie quotidienne
- la définition étroite du terme "travail", qui fait que la société n'accorde pas beaucoup de valeur au travail social non-rémunéré.

Le projet "Nouvelle vie quotidienne" (un concept des femmes scandinaves né au début des années 1980) est plus qu'une théorie ou qu'une critique. Il s'agit également d'une vision de société plus harmonieuse où les individus sont au cœur de toutes les préoccupations. Enfin, il s'agit d'un modèle d'action destiné à réorganiser les tâches fondamentales de la vie de tous les jours dans les quartiers en les intégrant davantage.

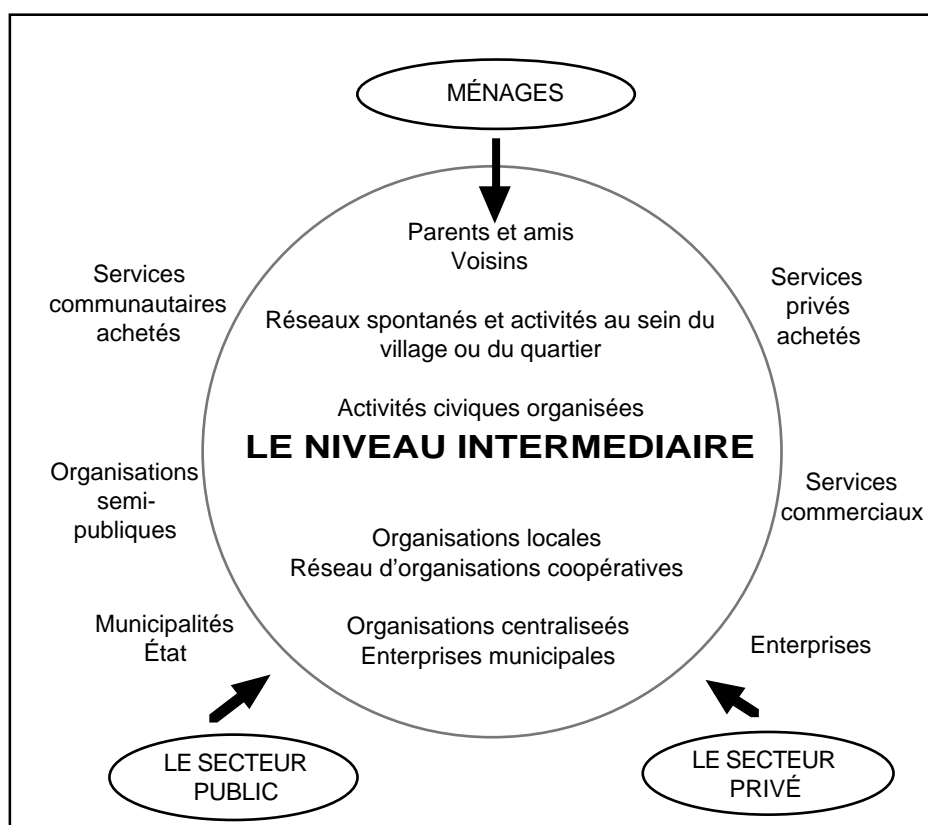


Figure 4. Le niveau intermédiaire est une nouvelle structure fonctionnelle, économique, organisationnelle et culturelle entre le ménage et la vie publique.

Le concept central du projet "nouvelle vie quotidienne" s'appuie sur le niveau intermédiaire que constitue une structure à mi-chemin entre le secteur public, le secteur privé et les ménages (figure 4). Il a pour fonction de rassembler les nombreuses tâches quotidiennes, actuellement disséminées un peu partout, au niveau de l'environnement local. Quelques exemples nous permettront d'y voir plus clair : dans les projets scandinaves de logements communs, les occupants peuvent partager la garde des enfants et les travaux ménagers. Dans des quartiers plus conventionnels, le soin des personnes âgées fragiles peut être assuré dans des infrastructures de quartiers qui leur permettent de rester en contact avec leur propre environnement et faciliter les liens avec leurs amis et leur famille. Cet idéal ne concerne pas uniquement les soins. En travaillant à l'échelon du quartier, il est possible de voir les habitants mettre en place une coopérative alimentaire ou un plan de placement et de reclassement des travailleurs. Fondamentalement, le projet de nouvelle vie quotidienne tente de trouver de nouveaux moyens pour fournir des services et créer des infrastructures pour la vie quotidienne dans un contexte local.

L'étude d'EuroFEM s'est penchée dans une large mesure sur la question suivante : comment pouvons-nous bâtir une infrastructure pour la vie quotidienne ? Le point de départ consiste à déterminer de quelle manière les tâches quotidiennes sont réalisées pour le moment et quel en est le coût sur le plan financier et du temps. Peut-on adopter une autre manière d'aborder ces tâches ? Certaines tâches accomplies par des individus peuvent-elles être réalisées par la collectivité sans qu'il en résulte de perte de qualité ou de temps ? Existe-t-il des problèmes que nous voudrions régler, comme la garde des enfants après l'école, et auxquels nous pourrions trouver une solution en tant que groupe de voisins ou d'association d'habitants ou de tout autre groupement. Existe-t-il des tâches que nous pourrions organiser et partager entre nous ou pour lesquelles nous serions prêts à payer quelqu'un afin qu'il s'en charge pour nous ? La façon dont nous gérons notre vie quotidienne constitue un problème auquel nous sommes tous confrontés et dont les solutions varient d'une société à l'autre. La solution collective suggérée par les femmes scandinaves aurait beaucoup plus de difficultés à prendre racine dans des pays où l'individualisme est profondément ancré dans les mentalités.

Deux exemples pertinents nous montrent comment des cultures différentes peuvent traiter la question de la vie quotidienne. Dans les systèmes scandinaves de logements communs, la lessive est effectuée dans une laverie commune. Un roulement est assuré et chacun se charge de la lessive en fonction des pratiques de lessive du logement commun, dans d'autres maisons, chacun fera sa propre lessive, mais en utilisant les machines à tour de rôle. D'un autre côté, un groupe de femmes d'un complexe de logements sociaux aux États-Unis a remis en fonction une laverie longtemps laissée à l'abandon et en a fait une petite entreprise. Les autres habitants paient pour laisser leur linge sale et le faire laver. Les bénéfices découlant de ce projet ont été réinvestis dans le complexe de logements et profitent à tous ses habitants, depuis les enfants jusqu'aux personnes âgées. Ces exemples fournissent deux approches différentes et adaptées à leur propre milieu culturel.

Récemment, l'Union européenne a apporté un soutien financier à la création et à la mise en réseaux des centres de ressources des femmes. Des établissements de ce genre peuvent être considérés comme une sorte de niveau intermédiaire, puisqu'ils créent des structures de soutien pour les femmes afin de leur permettre d'associer vie de famille, travail communautaire et vie professionnelle (se reporter au modèle de la figure 4). Par exemple, le centre de ressources des femmes de Kokkola (figure 17) offre aux femmes diverses possibilités pour s'impliquer au niveau de leur emploi, de l'entrepreneuriat ou du développement de leur région.

La Suède dispose d'un Centre de ressources national qui appuie les centres régionaux ou locaux situés dans les différents départements suédois. Recife est un exemple de réseau interregional de centres de ressources subventionné par l'UE. Il se compose d'organisations de Sardaigne (IFOLD), des Îles Canaries (Istituto de la Mujer), de Navarre (BIC), de Paris (CNDIFF), de Milan (Regione Lombardia), de Lisbonne (SEIES) et des Femmes entrepreneurs de Joensuu en Finlande. Les objectifs d'un tel réseau interregional consistent à promouvoir l'intégration des femmes dans la vie économique et sociale, à améliorer les communications transnationales des régions périphériques de l'Europe et à influencer la politique européenne en matière de développement régional.

Référence :

Horelli, L. – Vepsä, K. (1994) In Search of Supportive Structures for Everyday Life. In I. Altman et A. Churchman (Eds), Women and the Environment. Human Behaviour and Environment, Vol.13. New York : Plenum.

Pour plus de renseignements, contacter :

*Marta Ferrés Zenderra
Interes General
Aven. Roma 101
08029 Barcelone
Téléphone : +34-93-4441003
Télécopieur : +34-93-4191519*